



### Economie russe

## Et si la Russie finissait par être la grande perdante de la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine et les tarifs douaniers pourraient entraîner une baisse des prix du pétrole, fragilisant l'économie russe.

### **Atlantico : Comment la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a-t-elle affecté la demande mondiale de pétrole, et en quoi cela a-t-il impacté l'économie russe ?**

**Jean-Marc Siroën :** Entre le 2 et le 10 avril, le prix du pétrole (baril de Brent) est passé de 75 \$ à 62 \$ (55 \$ pour le pétrole brut américain). Il a été suivi par un léger rebond à 65 \$ après le revirement du 9 avril de Donald Trump qui épargnait tous les pays sauf la Chine. Cette très modeste reprise confirme l'importance que les marchés donnent à la deuxième puissance économique mondiale, premier importateur de pétrole qui, pourtant, ne se fournit que très marginalement aux Etats-Unis.

Depuis un quart de siècle, la Chine a en effet joué le rôle de locomotive de la croissance économique mondiale et donc des prix du pétrole qui lui sont corrélés. Comme les marchés anticipent que la guerre commerciale entraînera le ralentissement de l'économie chinoise et donc celle de ses achats de pétrole, ses prix ont chuté quasi-mécaniquement. La pause surprise annoncée par le président Trump a suspendu la version dure de la guerre commerciale, mais sans épargner la Chine ce qui suffit à maintenir le prix du pétrole à un niveau relativement bas.

Or le pétrole est, avec le gaz naturel, le principal produit d'exportation de la Russie. Même si le pays n'échange pratiquement plus avec les Etats-Unis (ce qui, selon Trump justifierait

qu'il les dispense du 10 % des droits de douane imposés aux autres), le pays subit néanmoins la chute de ses recettes d'exportation, qui avaient été assez peu affectées par les sanctions occidentales prises à la suite de l'invasion de l'Ukraine.

**En théorie, la Russie ne devrait pas être particulièrement concernée par la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump, les échanges avec les États-Unis étant limités. Cependant, n'y a-t-il pas un risque de baisse des prix du pétrole et, plus largement, des hydrocarbures, ce qui pourrait fragiliser l'économie russe ?**

**Viatcheslav Avioutskii :** Ce danger est tout à fait réel pour l'économie russe. Dans la guerre commerciale lancée par le président américain il y a un peu plus d'une semaine, quatre pays n'étaient pas concernés directement. Parmi eux figuraient notamment la Corée du Nord et la Fédération de Russie, car les échanges étaient déjà réduits au strict minimum, voire inexistants. De plus, des sanctions étaient déjà en place. L'administration Trump a donc estimé qu'il n'était pas utile d'inclure la Russie.

Il y a deux dimensions importantes. La première concerne la baisse des cours du pétrole. Il s'agit d'un effet collatéral de la guerre commerciale initiée par Donald Trump. Cette baisse des prix a été provoquée par une action délibérée de l'OPEP, notamment de l'Arabie saoudite. D'après mes informations, cette action était planifiée à l'avance, il ne s'agit donc pas d'une coïncidence. En effet, les pays de l'OPEP avaient prévu d'augmenter considérablement leur production de pétrole pour faire baisser les prix, principalement dans le but d'affaiblir les États-Unis, notamment dans le contexte de la guerre commerciale. Ainsi, la décision de l'Arabie saoudite de maintenir cette augmentation de la production a pris la forme d'une contre-mesure, d'une sorte de contre-offensive. Car, comme les autres pays, l'Arabie saoudite a été frappée par les tarifs douaniers américains.

L'objectif est d'affaiblir les États-Unis, dont une part importante de la production pétrolière et gazière repose sur le pétrole et le gaz de schiste, dont le coût de production est bien plus élevé que celui du pétrole conventionnel.

Pour la Russie, c'est une très mauvaise nouvelle. Depuis trois ans, la Russie est engagée dans la guerre en Ukraine. Les revenus issus du pétrole constituent une source de financement essentielle pour contourner les sanctions, car le pétrole n'a pas été directement visé par celles-ci, bien qu'il y ait des mesures prises pour faire baisser le prix de vente du brut russe. Le pétrole russe a été redirigé, notamment vers la Chine et l'Inde, qui comptent parmi les plus grands acheteurs.

Les dépenses annuelles de la Russie pour financer la guerre en Ukraine correspondent à peu près aux recettes budgétaires tirées du pétrole. Ce commerce est pratiquement le seul à permettre le financement de cette guerre.

Si le prix du pétrole baisse ou continue à baisser de 10, 15 ou 20 %, le financement de l'effort de guerre sera perturbé à moyen terme.

La deuxième dimension concerne la recomposition globale des alliances. Il y a actuellement une confrontation directe entre les deux géants : les États-Unis de Donald Trump et la Chine de Xi Jinping. Vu le niveau des tarifs imposés, on peut s'attendre à une forme de découplage entre ces deux grandes économies mondiales.

Il faut également anticiper une réorientation des flux commerciaux. La Chine se tourne de plus en plus vers l'Europe. Et cela représente une très mauvaise nouvelle pour Vladimir Poutine car le marché européen est bien plus important pour la Chine que le marché russe, qui reste relativement mineur. Rappelons que la capacité d'absorption de l'excédent commercial chinois est bien plus élevée en Europe qu'en Russie.

Cela signifie que, d'une certaine manière, les deux blocs - l'Union européenne et la Chine - pourraient se rapprocher. Cela concerne la principale puissance de production mondiale, souvent qualifiée d'« usine du monde », et l'un des marchés les plus importants du globe, considéré comme plus significatif encore que celui des États-Unis. Ce rapprochement potentiel est une mauvaise nouvelle pour Vladimir Poutine, car il pourrait entraîner une recomposition géopolitique de grande ampleur au niveau global.

Un élément très révélateur est passé relativement inaperçu au début de cette offensive tarifaire de Trump : la visite officielle du Premier ministre espagnol Pedro Sanchez en Chine. Il s'agissait d'une tournée qui a commencé, de façon assez significative, par une visite au Vietnam — également frappé par les tarifs douaniers américains — avant de se poursuivre en Chine. Ce déplacement a suscité la colère des États-Unis. À un très haut niveau diplomatique, certains ont critiqué ce voyage en affirmant que « signer aujourd'hui des accords avec la Chine revient à se trancher la gorge soi-même ». À mon avis, il ne s'agit aucunement d'une coïncidence. Je pense que Pedro Sanchez a effectué ce voyage à la demande de l'Union européenne. L'UE se trouve dans une position délicate et agit avec prudence. Envoyer, par exemple, Emmanuel Macron aurait été perçu comme un geste très fort, voire hostile, étant donné le poids de la France sur la scène internationale. En revanche, l'Espagne, qui est une puissance moyenne, offre une position plus équilibrée. Cela permet de ne pas provoquer les Américains tout en affichant un certain sérieux vis-à-vis de cette recomposition géopolitique.

Pour la Chine, aujourd'hui, l'accès au marché européen devient non seulement un enjeu économique, mais aussi géopolitique.

D'un point de vue géopolitique, l'analyse de la stratégie de Donald Trump - même si certains affirment qu'il n'en a pas réellement - montre qu'il agit principalement à l'instinct, ce qui, venant d'un président américain, peut s'avérer particulièrement dangereux.

Les Chinois, dans le contexte de cette guerre très violente entre les États-Unis et la Chine, pourraient faire face à une coalition menée par les Américains. Donald Trump va se tourner vers les Européens en leur demandant de participer à cette coalition "tarifaire" contre la Chine pour augmenter encore la pression sur Pékin afin de l'isoler géopolitiquement.

C'est là que pourrait se jouer une partie du sort de l'ordre mondial à venir. Est-ce que les Européens vont rester alignés avec les États-Unis ou vont-ils renforcer leurs liens avec la Chine ? Ce rapprochement entre l'Union européenne et la Chine, amorcé en réponse à l'agressivité de Donald Trump, est un élément clé. C'est un signal très négatif pour Vladimir Poutine, car il n'est pas exclu que Xi Jinping change de position. Il ne va probablement pas abandonner ouvertement Poutine, mais il pourrait opérer une réorientation stratégique vers l'Europe et s'aligner davantage avec elle. Il pourrait alors faire pression sur la Russie pour qu'elle accepte un cessez-le-feu, ce qui, pour le moment, ne serait pas dans l'intérêt de Moscou, car la Russie conserve une certaine supériorité sur le terrain.

Nous assistons à une recomposition globale des alliances. Cette dynamique géopolitique est devenue extrêmement intense. Les événements qui se sont produits en une semaine équivalent, en termes de profondeur, à dix ans de développement diplomatique en temps normal.

**La chute des prix du pétrole a-t-elle été exclusivement causée par la guerre commerciale, ou d'autres facteurs, comme la pandémie de COVID-19 ou la politique de l'OPEP, ont-ils également joué un rôle crucial ?**

**Jean-Marc Siroën :** Comme tous les marchés de matières premières, les prix du pétrole sont très volatiles et sur-réagissent aux chocs économiques. Au début du déclenchement de la crise du COVID, au printemps 2020, le prix du pétrole avait frôlé les 20 \$ avant de remonter jusqu'à 120 \$ deux ans plus tard, à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine et de la reprise économique mondiale post-covid. Il a amorcé ensuite un cycle baissier « raisonnable » jusqu'à 75 \$. Il existe deux raisons pour cette chute. La première est le ralentissement de l'économie mondiale à commencer par celui de la Chine. La seconde est le retournement de la politique de l'OPEP qui, jusque-là, imposait à ses membres des quotas de production relativement sévères qui maintenaient des prix élevés. Le cartel de producteurs pétrolier (environ un tiers de la production mondiale) a depuis décidé d'augmenter la production sous l'argument assez étrange que la demande de pétrole devrait augmenter. Cette décision, prise antérieurement à l'élection de Trump, a été confirmée le 3 avril, le lendemain même du choc Trump. Elle risque de provoquer une chute des prix entretenue par des perspectives pessimistes. Celle-ci remettrait en cause non seulement le fameux « *Drill, baby, drill!* » (« *Fore, chéri, fore!* ») de Trump mais aussi les finances des compagnies américaines qui souffriraient d'un prix du pétrole trop longtemps situé sous les 60 \$.

Si la chute des prix du pétrole mettait en difficulté l'économie russe, l'économie du pétrole américaine n'en sortirait pas non plus indemne.

**En quoi la dépendance de la Russie aux exportations d'hydrocarbures rend-elle son économie particulièrement vulnérable face aux fluctuations des prix du pétrole déclenchées par une guerre commerciale ?**

**Jean-Marc Siroën :** Le pétrole et le gaz naturel (qui a suivi le pétrole dans la chute de son prix) sont les principales recettes en devises de la Russie. C'est aussi une ressource budgétaire essentielle car les firmes pétrolières financent environ un tiers des dépenses publiques. Une guerre commerciale qui ferait chuter le prix du pétrole serait donc une mauvaise nouvelle pour la Russie. Mais ce point de vue doit être nuancé. En réalité, le pays vend déjà son pétrole à un prix bradé à la Chine et à des pays comme l'Inde, la Turquie et aussi l'Union européenne (troisième importateur). Par ailleurs, le seuil de 60 \$, qui a été frôlé ces derniers jours, est aussi le prix en deçà duquel les services des pays participants aux sanctions (essentiellement les pays du G7 et l'UE) ne peuvent plus être utilisés pour le transport et l'assurance du pétrole brut russe destiné à des pays tiers. En d'autres termes, si le prix du pétrole passait en dessous de ce seuil, le transport de pétrole russe, donc ses exportations, ne serait plus sanctionnable ce qui faciliterait les choses pour la Russie qui pourrait se passer de contournements plus ou moins précaires via sa fameuse « flotte fantôme ».

### **La baisse des revenus pétroliers russes pourrait-elle contraindre le gouvernement russe à revoir ses priorités budgétaires, en particulier en ce qui concerne les dépenses militaires ?**

**Jean-Marc Siroën :** Officiellement, le déficit budgétaire de la Russie est faible, autour de 2 % du PIB. On n'est pas obligé d'y croire et considérer que certains tours de passe-passe (comme mettre les dépenses militaires sur le compte des entreprises) permettent de présenter des statistiques flatteuses. De même, les dépenses militaires se situeraient officiellement autour de 7 % du PIB (soit 40 % des dépenses publiques) ce qui est sous-estimé. Le fait que la Banque centrale maintienne un taux directeur exorbitant de 21 % peut être considéré comme l'indicateur le plus fiable des déséquilibres économiques plus ou moins bien cachés de la Russie : dépenses de défense difficilement soutenables (surtout si on inclut le soutien aux familles des combattants), risques d'inflation, épuisement des réserves financières.

Même si un prix du pétrole situé autour de 60 dollars ne changerait pas grand-chose à la situation actuelle, une chute plus importante provoquée par une récession mondiale rendrait le financement de l'économie russe insoutenable.

La Russie pourrait-elle alors être « contrainte » de reconsidérer ses priorités budgétaires ? Mais les revoir impliquerait alors un acte politique fort : arrêter la guerre.

### **Y a-t-il aujourd'hui un véritable risque d'isolement marqué, voire durable, de la Russie ?**

**Viatcheslav Avioutskii :** Imaginons que deux processus de découplage se produisent en parallèle : l'un entre la Chine et les États-Unis, l'autre entre l'Union européenne et les États-Unis. Ce qui me frappe, c'est l'hostilité sans limite que l'administration Trump manifeste à l'égard de ses alliés européens. En raison de cette guerre commerciale, certains sujets importants ont été relégués au second plan, comme le fameux accord sur les terres rares en Ukraine. Les négociations sont toujours en cours, et les Ukrainiens refusent, pour l'instant,

de signer la dernière version proposée par les Américains. J'ai été très étonné de découvrir une fuite de la version du texte en Ukraine. Dans ce texte, l'administration Trump exige une clause d'exclusivité, interdisant à l'Ukraine de vendre ses terres rares à d'autres pays. Et ce qui m'a consterné, c'est que les Etats-Unis y ajoutent une liste de pays considérés comme hostiles, parmi lesquels figure... l'Union européenne.

Le fait que les États-Unis placent l'Union européenne dans le même groupe que l'Iran, la Chine, la Corée du Nord ou la Russie me semble extrêmement inquiétant. Le découplage entre l'Union européenne et les États-Unis doit conduire à s'interroger. Ce mouvement va-t-il s'accélérer avec ces deux découplages parallèles : celui entre la Chine et les États-Unis, et celui entre l'Union européenne et les États-Unis ?

Je perçois l'émergence de trois blocs principaux : d'une part, la Chine avec ses pays satellites ; d'autre part, les États-Unis qui vont probablement se concentrer sur l'Amérique du Nord, et peut-être sur une grande partie de l'Amérique du Sud ; enfin, entre les deux, l'Europe, qui cherchera à rééquilibrer ses relations avec les États-Unis. Pour cela, elle devra trouver de nouveaux partenaires, et la Chine pourrait jouer ce rôle. Dans ce concert des grandes puissances, la Chine, l'Union européenne et les États-Unis ont chacun des intérêts propres. Et pour la première fois depuis de nombreuses années, les intérêts européens et américains divergent clairement. Cette situation avait été anticipée par Samuel Huntington dans "Le choc des civilisations". Il y écrivait que le danger principal ne résidait pas dans un choc entre civilisations différentes, mais dans un choc interne à la civilisation occidentale, entre les deux rives de l'Atlantique, au sein de l'axe transatlantique. C'est ce qu'il affirmait déjà en 1996, dans la conclusion de son ouvrage. Cette prédiction prémonitoire a été largement oubliée ou ignorée, et elle se réalise aujourd'hui, plusieurs décennies plus tard.

Dans ce contexte, je ne vois pas du tout la Russie trouver sa place. Même si la Chine se rapproche de l'Europe sur le plan commercial, ce qui est en train de se produire, la signification des BRICS elle-même risque d'évoluer profondément. Le cadre global sera différent. Je ne vois aucun scénario dans lequel la Russie pourrait tirer un bénéfice positif de cette recomposition géopolitique.